

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le « modèle » allemand

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 25 mars 2011

Démocratie & Socialisme

Le « modèle anglo-saxon » ayant fait faillite en même temps que la crise qu'il avait générée, il fallait trouver un autre « modèle » pour continuer à tenter d'imposer les mêmes potions néolibérales aux peuples européens. C'est l'Allemagne qui joue aujourd'hui ce rôle.

Des arguments qui se veulent décisifs sont avancés par la droite et le Medef et serinés par les grands médias pour démontrer l'efficacité de ce « modèle ».

Les dirigeants allemands (Sociaux-démocrates comme Démocrates-chrétiens et Libéraux) ont pratiqué des coupes claires dans les acquis sociaux du salariat allemand. La réforme Hartz du marché du travail, adoptée en 2003, a réduit considérablement les allocations de l'assurance-chômage. Les salaires stagnent depuis plusieurs années. Le taux effectif de l'impôt sur les sociétés a été fortement diminué en 2003. La TVA a augmenté de 3 points en 2007. Au cours de la dernière décennie, la part des salaires dans la valeur ajoutée diminuait de 65,4 % à 62 %. Le salariat a donc, aujourd'hui, perdu 85 milliards d'euros annuels au profit du patronat et de la finance.

Mais ces sacrifices n'auraient pas été inutiles, en tous les cas pour les capitalistes allemands. La croissance du PNB allemand a été beaucoup plus importante en Allemagne qu'en France en 2010 : 3,6 % contre 1,6 %. Quant au commerce extérieur, l'Allemagne pouvait se targuer d'un excédent de 141 milliards d'euros, toujours en 2010. La France, dans le même temps, récoltait un déficit de près de 46 milliards.

Les revers et les illusions du « modèle » allemand

Le premier revers est social. Un récent rapport de la Fondation Bertelsmann, que l'on peut pourtant difficilement classer à gauche, établit un classement de 31 pays de l'OCDE selon son propre « indice social ». L'Allemagne n'arrive qu'en 15ème position. Un rang qui la place derrière non seulement les pays nordiques mais aussi derrière la France (8ème) et même le Royaume-Uni (11ème).

Selon cette étude, l'Allemagne est en avant-dernière position pour le chômage de longue durée. La pauvreté progresse à grands pas : la Fondation souligne qu'entre 1995 et 2005, la part de ceux qui vivent avec moins de la moitié des revenus médians est passée de 7,1 % à 9,5 % de la population. Un enfant allemand sur neuf vit dans la pauvreté. Ce qui place, dans ce domaine, l'Allemagne derrière la Hongrie et la République Tchèque.

La croissance de l'Allemagne a atteint 3,6 % en 2010 contre 1,6 % en France. Doit-on, pour autant, oublier que le PIB allemand avait reculé de 4,7 % en 2009 alors qu'il n'avait chuté que de 2,6 % en France ? Avec une croissance (prévue) de 1,6 % en 2010, la France aurait donc sur la période 2009-2010, une croissance supérieure d'environ 0,3 points à celle de l'Allemagne.

L'excédent commercial de l'Allemagne hors de la zone euro est fragile. Il est lié à la spécialisation de ce pays dans la vente de biens de production. Mais la puissance allemande est soumise à la menace chinoise. Un rapport de Roland Berger Strategy Consultant [\[1\]](#) (le conseil en stratégie le plus influent d'Allemagne selon la presse financière) invitait d'ailleurs les fabricants de machine-outil allemands à délocaliser une partie de leur production en Chine. Quant à proposer, dans ce domaine, l'Allemagne comme « modèle » à l'économie française, qui continue de subir une sévère désindustrialisation, cela relève d'une sinistre plaisanterie.

L'essentiel de l'excédent commercial de l'Allemagne lui vient de l'Union européenne qui représente 58 % des parts de marché de son commerce extérieur. Proposer, dans ces conditions, l'Allemagne comme un « modèle » aux

autres pays européens est une illusion. C'est tenter de faire croire que tous les pays européens pourraient, à la fois, augmenter leurs parts de marché dans l'Union européenne et parvenir à un excédent de leur commerce extérieur.

Cela ne tient pas debout. Dans une économie aussi intégrée comme celle de l'Union européenne, où 75 % des échanges ont lieu entre pays européens, toute part de marché gagnée par un pays européen sera perdue par un autre. Il y aura donc forcément des gagnants et des perdants. L'objectif du « pacte de stabilité » n'est donc pas de faire de chaque pays européen une nouvelle Allemagne, ce qui serait matériellement impossible, mais bien d'accroître encore la « concurrence libre et non faussée » sur le dos des salariés européens.

C'est d'autant plus absurde qu'en diminuant les salaires et donc la demande allemande pour gagner les parts de marché à l'étranger, l'Allemagne a réduit les débouchés des autres pays européens, de la France notamment.

Ce n'est même pas un jeu à somme nulle (où l'un gagnerait ce que l'autre perd) que nous propose ce « pacte » car les politiques d'austérité salariales, encore accentuées par le « pacte de compétitivité » réduiraient la demande globale en Europe et auraient toutes les chances d'entraîner l'Union européenne dans une profonde récession, en Allemagne comme ailleurs.

Vouloir que la demande salariale diminue en Espagne, en Italie, en France est, du point de vue même de l'Allemagne, profondément irrationnel. En même temps que cette demande, en effet, ce sont les débouchés extérieurs de l'économie allemande qui fondront au soleil alors même que la politique d'austérité infligée depuis dix ans au salariat allemand n'a cessé de réduire, en Allemagne même, le dynamisme de la demande intérieure.

Jean-Jacques Chavigné

[1] Cité par Romaric Godin, correspondant de La Tribune à Francfort - 29/01/2011.